

Le féminisme DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR de A à Z

PAGES 6 et 7



Photo: Ashley Harding (Archives Le Gaboteur)



Photo: Archives Decks Awash Photographs de l'Université Memorial

**Des souvenirs de Ozzie's
après l'incendie**

PAGE 2 >



Photo: Courtoisie

**Une année d'envol pour le CPEF
Les P'tits Cerfs-Volants**

PAGE 3 >



Photo: Courtoisie

**Monica Abdelkader rend
le global local**

PAGE 12 >

**PIGISTES
RECHERCHÉS**

Le Gaboteur veut agrandir son équipage!

Vous aimez écrire? Vous ne sortez jamais sans votre caméra?

Le Gaboteur est à la recherche de journalistes et photographes pigistes dans toutes les régions de Terre-Neuve et du Labrador pour couvrir l'actualité locale, en français. Il s'agit d'un travail occasionnel rémunéré.

Le GABOTEUR

Si vous souhaitez rapporter des nouvelles pour le seul journal francophone de la province, écrivez à redaction@gaboteur.ca.



ACTUALITÉ

LIZ FAGAN | IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR

UNE BOUTIQUE EMBLÉMATIQUE PARTIE MAIS PAS OUBLIÉE

Les résidents de Cap Saint-Georges sont en deuil suite à la perte d'un commerce qui avait pignon sur rue depuis près de 70 ans, Ozzie's General Store & Heritage Room. La destruction par le feu du magasin fait les manchettes depuis l'incident survenu le 19 février dernier.

Que vous l'écriviez *Ozzy* ou *Ozzie*, Ozzie's General Store & Heritage Room sur Oceanview Drive restera toujours gravé dans les esprits des 800 résidents du Cap Saint-Georges.

Fondé en 1955 par monsieur Oscar «Ozzie» Phillips, le magasin est rapidement devenu un lieu incontournable; au point où pour beaucoup, Ozzie's et le Cap étaient souvent considérés comme «une seule et même entité», dit Leroy Laney, chef des pompiers de la région, qui était sur les lieux le 19 février dernier. Contrairement aux autres magasins locaux, Ozzie's disposait d'un bureau de poste, d'un magasin d'alcool et, pour un certain temps, d'une station-service, ce qui le distinguait des autres magasins locaux à l'époque.

«Je ne peux pas en dire beaucoup car une enquête est en cours», dit monsieur Laney par téléphone. Il décrit toutefois les événements de la soirée.

«Ça nous a pris 14 heures pour éteindre le feu», affirme-t-il «De notre équipe de 20 pompiers, 15 étaient sur les lieux avec moi. Nous avons un service de



La section de cadeaux Cora's Corner du magasin Ozzie's General Store a suscité des éloges et l'enthousiasme du public lors de son ouverture officielle en 2013. «Les habitants de Cap Saint-Georges n'ont pas toujours les moyens de se rendre à Steppenville pour acheter un cadeau spécial pour un ami ou un membre de leur famille», la propriétaire d'Ozzie's General Store de l'époque, Cora Robia, dans l'édition du 16 décembre 2013 du *Gaboteur*. Photo: Catherine Fenwick (Archives *Le Gaboteur*)

pompiers formidable. Nous ne nous arrêtons !», témoigne-t-il. Le chef des pompiers a par ailleurs confirmé qu'il n'y a pas eu de blessés lors

de l'incendie et que l'origine de celui-ci ne semble pas suspecte.

Bien que le magasin ait changé plusieurs fois de propriétaire, les

propriétaires actuels étant Alvin et Amanda Félix, il sera toujours associé au nom d'Ozzie, son fondateur. Au moment de la publication, *Le Gaboteur* n'a pas eu de retour des propriétaires.

Des souvenirs éternels

Le cinéaste local, Michael Fenwick, a publié un documentaire dédié à l'emblématique magasin en 2015 sur YouTube, «Ozzie's Store» avec des témoignages d'habitants sur l'importance de cette boutique dans leurs vies.

«Oscar Phillips était mon parrain et je voulais faire un film que les habitants de Cap Saint-Georges aimeraient», affirme le cinéaste. «Ozzie's a été là pendant si longtemps, c'était pour moi évident qu'il me fallait faire ce film.»

Si le film lui-même est une preuve concrète de l'importance du magasin pour le cinéaste, le film affirme que monsieur Fenwick n'est pas seul. Dans le film, la femme de monsieur Phillips, Marie, parle de la vie de son mari et l'impact de son magasin. «Quand Ozzie a commencé, il a

même ouvert une station-service ici», dit-elle avec un sourire. «Bois de construction, bardage, tout ce que l'on peut trouver dans une quincaillerie, il pouvait l'obtenir. Il suffisait de le lui demander.»

Lors de son ouverture en 1955, il n'y avait pas beaucoup de voitures, donc peu de gens se rendaient en ville. Il fallait conduire pour se rendre à Steppenville jusqu'à la station-service et au bureau de poste les plus proches. Ozzie Phillips essayait, tout simplement, de remplir son magasin avec tout ce dont les gens du coin pouvaient avoir besoin.

«Il était bon avec les gens», a-t-elle ajouté. «Quand on demandait à Ozzie, il répondait 'oui'. Il était apprécié par tout le monde.»

Depuis l'incendie du 19 février dernier, les résidents de la région sont encouragés à profiter du magasin Red Brook Convenience. Quant au service de poste, les locaux doivent voyager au bureau de poste à Lourdes ou à Port-au-Port. À une soixantaine de kilomètres, à Steppenville, les services sont encore plus nombreux. Mais au Cap, la perte du dépanneur Ozzie's laisse un vide.

MINE DU LAC BLOOM

ÉRIC CYR

MANDAT DE GRÈVE SANS ÉQUIVOQUE

Plusieurs sous-traitants et entrepreneurs de l'Ouest du Labrador qui font affaire avec une entreprise minière de Fermont au Québec sont touchés par la menace d'une grève qui plane. Les travailleurs de la section locale 9996 du Syndicat des Métallos/Steelworkers de la mine de fer du Lac Bloom de l'entreprise Minerais de fer Québec (MFQ) se sont prononcés de façon quasi unanime, dans une proportion de 98,6%, pour le rejet de la dernière proposition patronale et en faveur d'un mandat de grève.

Les syndiqués de l'unité 9996, affiliée à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), dont la plupart font du navetage aérien (*fly-in/fly-out*) pour se rendre sur leur lieu de travail situé à proximité de Fermont, ont pris connaissance de l'offre de leur employeur avant de se prononcer dans le cadre de quatre rencontres organisées au bureau des Métallos à Fermont, du 15 au 19 janvier derniers. Les résultats du suffrage ont révélé, le 22 janvier 2024, qu'une très forte majorité a opté pour une grève générale illimitée à exercer au moment opportun.

Négociations dans l'impasse

Les négociations pour l'implantation d'une nouvelle convention collective des employés syndiqués de Minerais de fer Québec (MFQ) qui exploite le complexe minier du Lac Bloom ont été rompues malgré des efforts de conciliation. Les tra-

vailleurs membres de la section locale 9996 des Métallos, qui sont sans contrat de travail depuis septembre dernier et qui représentent environ 63% de la main-d'œuvre totale sur le site minier, ont rejeté la dernière proposition patronale réaffirmant leur volonté de déclencher à tout moment une grève générale illimitée si les pourparlers n'aboutissent pas à un accord de principe. Le Syndicat souhaite notamment que l'écart salarial qui s'est creusé avec d'autres minières de la région comme la Compagnie minière IOC à Labrador City et ArcelorMittal à Fermont soit amoindri.

La minière croit avoir proposé des conditions justes et équitables et est persuadée que son offre tient compte des besoins de ses employés tout en visant à protéger leur pouvoir d'achat individuel en prenant en considération les pressions inflationnistes en plus de refléter la dynamique concurrentielle de l'industrie. L'entre-

prise précise qu'elle continue de collaborer afin de trouver un terrain d'entente et que les discussions en cours n'ont pas d'incidence sur les opérations de la mine de fer du Lac Bloom pour l'instant. De plus, elle indique que compte tenu de ses liquidités et des stocks de concentré de mi-

nerai de fer accumulé, elle considère être en bonne posture pour atténuer les impacts d'une grève potentielle sur ses activités et sa situation financière.

MFQ a récemment obtenu l'assurance d'un approvisionnement additionnel en énergie d'Hy-

dro-Québec et envisage plusieurs initiatives, dont celle d'une modernisation de ses infrastructures à Fermont, afin d'améliorer la qualité du minerai de fer qu'elle produit en plus d'une éventuelle expansion minière du côté du Labrador grâce au projet Kamistatusset (Kami).



Le site minier de la mine de fer du Lac Bloom à proximité de Fermont. Photo: Minerais de fer Québec

AÉROPORT DE WABUSH

ÉRIC CYR | LE TRAIT D'UNION DU NORD

UN MONOPOLE QUI DÉCOLLE

Une seule compagnie d'aviation offre actuellement des vols commerciaux à la population à l'aéroport régional de Wabush au Labrador, qui rattache la clientèle de la ville de Fermont au reste du Québec, depuis le retrait d'Air Canada dans la région, il y a quelques années, et de Pascan Aviation, depuis le 1^{er} décembre 2023. Cette restructuration de Pascan cède l'exclusivité des déplacements aériens à PAL Airlines qui n'a plus aucune concurrence locale.

L'interruption de services, qui devait s'avérer temporaire selon Pascan, s'étire depuis plus de deux mois. À la suite de cette décision d'entreprise de délaissier la clientèle de cet aéroport, les passagers de la région doivent dorénavant composer avec la situation et faire affaire exclusivement avec PAL pour assurer leurs voyages aériens. Le copropriétaire et vice-président de Pascan, Yani Gagnon, n'a pas répondu aux demandes d'informations répétées, ni par téléphone, ni par courriel.

Un porte-parole au ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD), Louis-André Bertrand, explique que la gestion des liaisons et des opérations est de l'entière responsabilité de chacun des transporteurs et que le choix de desservir une région ou non revient entièrement aux différentes compagnies aériennes. En ce qui a trait au Programme d'aide pour les



Photo: Éric Cyr (TUN)

dessertes aériennes régionales (PADAR) implanté durant la pandémie de COVID-19, il n'a pas été renouvelé. «Ce programme qui était destiné à assurer le maintien des services

aériens régionaux essentiels a été lancé par le Ministère, le 1^{er} avril 2020, afin de soutenir les transporteurs pour qu'ils puissent offrir des services aériens essentiels dans les régions éloignées et

isolées du Québec au cours de la période d'urgence sanitaire et en sortie de crise», précise le relationniste qui mentionne que les transporteurs aériens ont été informés depuis le début de la pandémie

que cette mesure était temporaire et que maintenant que la pandémie est terminée, le Ministère a aboli le programme puisque la grande majorité des transporteurs réussissent désormais à exploiter leurs services sans aide gouvernementale. Dans le cadre de cette mesure exceptionnelle, ce sont 80,5M\$ qui ont été accordés par le Ministère à différents transporteurs pour couvrir l'entièreté des déficits d'exploitation qu'ils auront encourus entre le 13 mars 2020 et le 30 septembre 2023.

Selon l'adjoint gouvernemental de la ministre des Transports et de la Mobilité durable et député de René-Lévesque, Yves Montigny, Pascan a reçu 37 millions de dollars durant cette période pour l'aider à maintenir ses opérations.

Les deux transporteurs aériens présents à Wabush continuent d'offrir des services de vols nolisés privés (navetage) pour les travailleurs du domaine minier.

ASSEMBLÉE ANNUELLE GÉNÉRALE

CODY BRODERICK | IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR

UNE ANNÉE D'ENVOL POUR LE CPEF LES P'TITS CERFS-VOLANTS

L'année dernière, de grands projets ont vu le jour au sein du Centre de la Petite Enfance et Famille Les P'tits Cerfs-Volants, dont les membres ont voté des modifications financières lors de leur dernière assemblée générale annuelle.

Une tempête hivernale dans la capitale qui s'est prolongée du 14 au 15 février a forcé le report de la 17^e assemblée générale annuelle (AGA) du Centre de la Petite Enfance et Famille (CPEF) Les P'tits Cerfs-Volants, qui s'est finalement tenue au Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents (CGV) le 21 février dernier.

Parents et membres s'y sont donc retrouvés pour discuter des grands projets de l'année et pour décider ensemble des changements importants à mettre en place.

«Transformation majeure»

La présidente de l'organisme, Daria Gallardi, a ouvert le bal en expliquant que le CPEF Les P'tits Cerfs-Volants a connu «une période de transformation majeure» au cours de l'année. Les chiffres en témoignent: avec des revenus d'environ 508 200\$, soit presque deux fois les revenus de l'année précédente, et des dépenses d'environ 447 500\$, l'organisation francophone a terminé son exercice financier en août dernier avec un excédent d'un peu plus de 60 700\$.

De la capitale à la côte ouest jusqu'au Big Land, le CPEF fonctionne aujourd'hui au niveau provincial. En plus d'entamer le développement des Centres de ressources à la famille à Corner Brook, Cap Saint-Georges, La Grand'Terre, Labrador City et dans la capitale, l'organisme a également ouvert un programme de prématernelle à l'école Sainte-Anne à La Grand'Terre, et à l'école Notre-Dame-du-Cap à Cap Saint-Georges.

«Le service de prématernelle de Cap Saint-Georges n'a malheureusement pas été offert pour l'année 2022-2023», précise cependant la coordonnatrice des services d'appui aux familles, Karina Lamontagne. «Des complications au niveau de l'accès à la classe, de l'achat des équipements et matériaux a beaucoup retardé l'ouverture du service et a créé un manque de temps pour embaucher une éducatrice afin d'ouvrir ce service», explique-t-elle en réaffirmant le fonctionnement actuel de services.

Un financement de 15 000\$ du Réseau du développement économique et d'employabilité Canada a permis l'embauche d'un chargé de projet pour développer des plans de mise en place de trois nouvelles garderies francophones à St. John's, Stephenville et Labrador City. «Nous avons entamé le processus de certification», affirme madame Gallardi dans son rapport.

À la garderie Les P'tits cerfs-volants à St. John's, la seule garderie francophone réglementée dans la province, il y a 26 places, et 50 enfants se trouvent présentement sur la liste d'attente. En plus des quatre places actuelles de la garderie non réglementée de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador, aussi à St. John's, il y aura 44 nouvelles places disponibles dans la nouvelle garderie de la capitale, 32 places à celle de Stephenville et 32 à Labrador City.

Karina Lamontagne explique que l'organisme «est toujours en négociations pour l'infrastructure» en raison du modèle

«différent» de ses garderies que d'autres dans la province. «Nous, on parle d'un modèle auprès de nos écoles francophones. On a quand même un modèle très communautaire», dit-elle.

«Ce que [les bailleurs de fonds] offrent, c'est de la rénovation intérieure, pas de la construction. Alors nous sommes en train de trouver des solutions pour la construction», explique la coordinatrice. «Il faut juste trouver une solution pour les murs extérieurs.»

«On a des idées pour Rocher-du-Nord, on a des idées pour d'autres places, il faut juste trouver les bonnes personnes et les bons financements», résume la coordinatrice.

Les élections ont apporté un autre petit changement pour l'organisme. Les membres actuels de son conseil d'administration sont Eleri Moore, Flavie Pilote-Ménard, Daria Gallardi, Katleen Robert, Stéphane Dandeneau, Marine Henri, Kelsey Benoit et Anne Graham.

Zoom sur St. John's

De retour d'un congé de maternité depuis l'été dernier, l'opératrice de la garderie à St. John's, Clarisse Kouadio, et Sabrina Benmars, qui l'a remplacé de manière intérimaire, ont donné un aperçu d'autres activités tenues au Centre des Grands-Vents.

Que font-ils, les enfants de la garderie à St. John's? «Dans un environnement franco-

phone, amusant, sain et sécuritaire», explique madame Benmars, les enfants de la garderie ont profité d'une programmation éducative diversifiée. Madame Kouadio ajoute que pendant l'été, les enfants ont vécu «une expérience unique et enrichissante» lors d'une sortie à l'institut de recherche Ocean Sciences Centre.

En mai 2023, grâce aux 31 500\$ donnés par le ministère d'Emploi et Développement Social Canada, le CPEF Les P'tits Cerfs-Volants a ouvert une salle multisensorielle au CGV, «qui a pour fonction de permettre à l'enfant d'explorer et d'éveiller ses sens», explique la coordonnatrice, Karina Lamontagne. «Les éducatrices de la garderie utilisent cette salle afin d'appuyer et de soutenir les enfants ayant des besoins spécifiques. Elle est aussi utilisée pour des activités diverses avec les enfants», ajoute-t-elle.

Également dans la capitale, le projet d'alphabétisation familiale, Notre avenir, a vu travailler une cohorte de sept familles pour des personnes en besoin. «[Les] familles qui ont développé un projet de plantation hydroponique de légumes, fines herbes et autres qu'ils ont ensuite offert au centre d'itinérance [...] The Gathering Place», explique madame Lamontagne. Projet financé par Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences, «les receveurs étaient très impressionnés par le travail et la gentillesse des enfants et des familles francophones participant à ce projet», dit-elle, rayonnante de fierté.

CHRONIQUE À TEMPS PERDU

MISÈRES DE LA COMMUNICATION POLITIQUE

Patrick Renaud

Cette tendance généralisée s'observe partout, alors que depuis 2006, l'indice démocratique mondial est à la baisse¹. Et si le Canada semble avoir résister très longtemps à cette tendance, son propre indice est lui aussi en chute libre depuis 2020. Comme s'il se faisait un devoir de rapidement rattraper son retard.

Le rapport explique cette baisse surtout par une inquiétante détérioration de la culture politique au pays; détérioration qui n'est pas sans lien avec la polarisation croissante dans les sphères publique et médiatique.

En évoquant cette dynamique de polarisation, il est difficile de ne pas penser aux échanges acrimonieux et ridicules entre l'actuel Premier ministre Justin Trudeau et le principal aspirant au trône, Pierre Poilievre, qui s'accusent mutuellement de

tous les maux imaginables. Il est difficile également de ne pas penser aux multiples controverses autour de questions sociales au cours des dernières années: racisme systémique, droits des personnes LGBTQ+, politiques pandémiques, politiques climatiques et énergétiques, laïcité, immigration... controverses qui mettent en scène deux camps irréconciliables.

Il y a plusieurs facteurs qui participent à ces dynamiques. L'un d'eux est que la communication politique est aliénée par le besoin, la soif du *buzz médiatique*. Le Premier ministre Trudeau le dit par ailleurs franchement:

«La réalité politique devient de plus en plus partisane. C'est ça qui pogne dans les médias, qui est partagé sur les réseaux sociaux. Quand je fais un discours rassembleur, ça ne se fait pas partager. Quand je lance un "zinger" [une pique]

contre Poilievre, là, tout à coup, ça se partage. C'est une réalité. On ne va pas s'arracher les cheveux pour ça. On vit dans le monde dans lequel on vit.»²

Le témoignage de Trudeau est éloquent et désolant. Il nous décrit une classe politique impuissante et inaudible qui a *besoin* de trouver les moyens d'attirer l'attention sur elle, comme si la valeur et la pertinence de sa parole n'allait plus de soi. Une classe politique qui se résout alors à une forme de communication politique dégradée et essentiellement partisane. Le témoignage de Trudeau est en somme celui d'une démission: il hausse les épaules, se dit «c'est ça qui est ça», et suit la parade.

Cette dégradation de la parole politique en simple opération de communication n'est pas bien entendu sans conséquences. En effet, que communique Trudeau, lorsqu'il partage une pique contre Poilievre? Il communique certes son opposition à ce que ce dernier a pu dire sur tel ou tel sujet. Mais d'abord et surtout, il communique une énergie affective qui a pour nom inimitié. Il partage un rapport émotionnel qui construit une figure de l'ennemi et institue, avec ceux qui partagent l'émotion, une communauté de sentiments. Or cette communauté, justement, n'est pas une communauté *politique*, mais *partisane*.

En lisant le rapport de l'EIU et en écoutant ces exercices médiocres de communication politique au quotidien, il m'est difficile de ne pas penser à certaines remarques de Simone Weil, philosophe et mystique du siècle dernier. Elle nous avertit d'emblée d'une tension, voire d'une *contradiction* indépassable entre aspiration partisane au pouvoir et aspiration politique à la justice. Le parti politique est, selon elle, «une machine à fabriquer de la passion collective» dont la première et unique fin est sa propre croissance³ et sa propre puissance.

En ce sens, il est inquiétant que la communication politique actuelle participe

pleinement de cette logique partisane. Mais plus encore, cette logique partisane, de par son obsession pour le pouvoir, en vient à «tuer dans les âmes le sens de la vérité et de la justice». Elle les détourne de ce qui devrait être au cœur même de l'action politique: le souci pour le vrai, le bon et le juste.

Il est difficile de ne pas reconnaître dans ces descriptions datant des années 1940, notre situation présente. Des politiciens qui se mettent en scène pour attirer l'attention, créer du *buzz*, faire parler d'eux afin d'échapper à l'inexistence médiatique et à l'impertinence politique.

Or les politiciens ne sont pas supposés *faire parler d'eux*. Leur parole est supposée faire signe vers autre chose, faire entendre ce que Weil appelle le cri du cœur humain contre le mal et l'injustice⁴. Or pour que ce «cri faible et maladroit» soit entendu, il faut un régime d'expression publique «défini moins par la liberté que par une atmosphère de silence et d'attention»⁵.

Comment un politicien peut-il placer, au cœur de sa parole, silence et attention? Il m'apparaît que le premier pas est de résister à la tentation de vouloir à tout prix être entendu. Résister à cette envie aveugle que sa parole devienne *virale*. Comme si le fait qu'un petit clip circule beaucoup vaille dire qu'on ait dit et fait ce *qu'il fallait dire et faire*.

Ensuite, il s'agit d'apprendre à cultiver le courage de la vérité. Si un politicien croit que son rôle est de rassembler, pour reprendre le mot de Trudeau, alors il doit avoir le courage d'agir et de parler en conséquence, même s'il «perd» au niveau du rayonnement médiatique. C'est une question de courage, mais aussi, de confiance à l'endroit de ses concitoyens: dire ce que tu crois juste et vrai, dire simplement pourquoi tu n'es pas d'accord avec un adversaire, ne pas viser à exciter vainement les passions tristes. Ceux qui ont des oreilles pour entendre entendent.

EN COUVERTURE

Dans le cadre du Mois de l'histoire des femmes et du 100^e anniversaire du droit de vote des femmes à St. John's en 2021, la compagnie de théâtre théâtre PerSISTence a présenté la pièce féministe *The Mirror*, écrite par Trudy J. Morgan-Cole, qui dépeint la vie d'Armine Nutting Gosling, une pionnière de la défense des droits des femmes.

Juste après la mise sous presse de ce numéro, le 8 mars dernier, Journée internationale des femmes, la compagnie a mis en scène la pièce *Precariously Placed: Pandemic Monologues from the Edge*. Cette série de 14 monologues, conçus et créés par Leahdawn Helena, évoque les expériences vécues par des femmes locales pendant la pandémie de COVID-19. (CB)



Photo: Ashley Harding (Archives Le Gaboteur)

Le GABOTEUR

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, bureau 204
St. John's (TNL) A1C 1G8

709 753-9585 **Canada**

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier
Ysabelle Hubert
Navel Sarr

Contact: ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général
Idriss Chafroud - dg@gaboteur.ca

Rédacteur en chef
Cody Broderick - redaction@gaboteur.ca

Journaliste stagiaire
Liz Fagan - stage@gaboteur.ca

Mise en page
Jessie Meyer

Ont collaboré à ce numéro
Éric Cyr, Patrick Renaud, André Magny, Marine Ernout (Acadie Nouvelle), Eya Ben Nejm (Francopresse), Marie-Michèle Genest

Impression: Advocate Printing
Distribution (dernier numéro): 600 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Lignes agates marketing
anne@lignesagates.com

Terre-Neuve-et-Labrador, Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
admin@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA Papier + numérique: 35 \$
Numérique (Canada): 25 \$
INTERNATIONAL Numérique: 30 \$
Papier + numérique: 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnement

réseau@presse
médias professionnels de l'Info locale

FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur projet numérique de l'année

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur article d'actualité, meilleur article communautaire et meilleur projet spécial imprimé

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleure chronique

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleur article d'actualité

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article arts et culture, meilleure photographie et meilleur projet spécial imprimé

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article d'actualité

LE GABOTEUR INC. est membre de du Réseau.Presse. Nous sommes fiers d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

IMMIGRATION

ANDRÉ MAGNY | IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR

IMMIGRANT ET ENTREPRENEUR? C'EST POSSIBLE?

C'est le pari qu'entreprend depuis l'automne 2022 à St. John's l'Association for New Canadians (ANC) avec son programme de formation en entrepreneuriat pour les nouveaux arrivants (le NET en anglais pour Newcomers Entrepreneurship Training). Avec parfois la présence de francophones.

Vous êtes un immigrant à Terre-Neuve et vous souhaitez créer votre propre entreprise? Vous avez une idée de projet innovant, mais vous ne savez pas par où commencer? Vous voulez apprendre les bases de la gestion, du marketing, du financement? Autant de questions auxquelles s'efforcent de répondre les différents intervenants associés au NET.

Selon Farzan Moghaddam, le directeur de projet du NET, c'est avec l'appui de la province que ce programme de formation de 14 semaines a pu démarrer. Il en est déjà à sa 5^e cohorte et jusqu'à maintenant, environ 150 personnes dont quelques francophones, ont profité non seulement d'une formation gratuite, mais aussi des conseils d'experts, qu'ils soient Terre-Neuviens de longue date, mais aussi de nouveaux arrivants.

Pour Farzan Moghaddam, il ne fait pas de doute qu'il est essentiel que les nouveaux arrivants ayant la bosse des affaires

«se familiarisent avec les pratiques entrepreneuriales d'ici et les règles qui les encadrent». La formation donnée permet notamment d'avoir des ateliers sur la compréhension du processus entourant le lancement de nouveaux produits ou encore les lois régissant la création de nouvelles entreprises. C'est aussi l'occasion de rencontrer des entrepreneurs terre-neuviens, qui viennent ainsi partager leurs expériences. Le réseautage et le mentorat sont d'ailleurs à l'honneur au cours du NET.

Bien que la formation se donne en anglais, Jim Murphy, le directeur des services à l'emploi au sein de l'ANC, tient à préciser que le NET «met l'accent sur la participation des nouveaux arrivants, peu importe leur langue maternelle. Toutes les langues sont les bienvenues, mais le programme se donne en anglais et alors cela nécessite un certain niveau d'anglais.»

De la Mauritanie à St. John's

Habi Diop est l'une de ces francophones qui a suivi la formation. Arrivée à St. John's en juillet 2022, elle est originaire de la Mauritanie. Là-bas, elle y était entrepreneure: «J'avais des voitures que je louais, comme une compagnie de taxi. J'avais aussi un *pressing*, un nettoyeur comme on dit ici.

Pourquoi avoir décidé de suivre l'automne dernier la formation proposée par l'ANC? «Parce que je voulais être plus éveillée sur le système financier. De voir, par exemple, comment le crédit fonctionne pour les entreprises.»

Si, actuellement, son permis de travail fermé – obligation de travailler uniquement chez son employeur actuel – l'empêche de démarrer son entreprise, Habi Diop est d'avis que le certificat obtenu à la suite des 14 semaines peut accélérer la possibilité d'avoir un autre statut, qui lui permettra de démarrer ce qu'elle souhaite. Pour l'instant, son choix n'est pas encore tout à fait arrêté quant au type d'entreprise qui l'intéresse. L'import-export est tout de même dans sa mire. Une chose est sûre, c'est que l'expérience vécue lors du NET lui aura permis de rencontrer des femmes et des hommes entrepreneurs dans des domaines variés.

La finissante du programme NET a aussi gardé contact avec quelques-unes des 25 personnes de sa cohorte. «Il y en a une qui a démarré sa pâtisserie», raconte madame Diop. Certaines ont aussi été recrutées à la fin de leur formation.

Consciente que son bilinguisme est un plus dans sa vie, Habi Diop est contente de se retrouver à Terre-Neuve-et-Labrador, ne serait-ce que d'un point de vue professionnel: «Suivre la formation, ça m'a donné beaucoup d'idées. Et ici, dans la province, il y a des possibilités, car le marché n'est pas aussi saturé qu'ailleurs.»



Habi Diop reçoit des mains de Farzan Moghaddam son certificat à la suite de sa réussite au NET l'automne dernier. Photo: Courtoisie de Habi Diop



Séance d'information sur le NET proposée cet hiver. La formation donnée jusqu'à maintenant à St. John's sera éventuellement proposée en ligne selon Farzan Moghaddam. Photo: Courtoisie de l'Association for New Canadians



Photo prise lors de la promotion de la cohorte de la session d'automne 2023 du Programme de formation en entrepreneuriat pour les nouveaux arrivants. Photo: Courtoisie de l'Association for New Canadians

PORTRAIT

LIZ FAGAN

RENDRE LE GLOBAL LOCAL

Monica Abdelkader est la directrice des services de réinstallation et d'établissement à l'Association for New Canadians (ANC) depuis février 2022. Passionnée par la mission de l'association, lorsqu'on lui demande de parler d'elle-même, comme tout vrai activiste, elle parle d'abord de son travail.

«Je suis très passionnée par mon travail. Par conséquent, il est difficile de parler d'autre chose», dit-elle. Sa voix laisse transparaître le sourire qu'elle a sur son visage.

Lutter pour les droits de personnes réinstallées est une cause importante pour Monica Abdelkader, venant elle-même d'une famille de nouveaux canadiens.

Originaire de l'Ontario avec des racines égyptiennes et britanniques, elle a suivi un programme d'immersion en français lorsqu'elle était enfant parce que ses parents voulaient lui ouvrir davantage de portes sur le marché du travail.

«C'était vraiment un cadeau que j'ai reçu d'eux de pouvoir apprendre le français», dit-elle. «Mon père ne parlait pas beau-

coup d'anglais, il l'a appris. Moi j'ai appris le français. Ensemble nous sommes canadiens.»

Du continent jusqu'au vieux Rocher

La passion de Monica Abdelkader pour ce domaine d'établissement des nouveaux Canadiens lui a permis de travailler en Égypte, au Guatemala, en Nouvelle-Écosse et enfin de s'établir elle-même à Terre-Neuve, où elle apporte son expérience indispensable à l'ANC depuis 2022.

À titre de directrice des services offerts aux nouveaux résidents, son travail la pousse à se battre contre l'injustice partout où elle se présente. Son engagement est animé par la reconnaissance de l'importance d'une éducation publique inclusive,

par le désir de redonner le pouvoir aux gens et par la volonté de s'attaquer aux obstacles qui empêchent les nouveaux arrivants de bénéficier des services auxquels ils ont droit.

Et pour que de réels changements se mettent en place, il faut apprendre à travailler avec tout le monde: C'est en travaillant avec les acteurs communautaires et gouvernementaux que nous pourrions faire évoluer la société», résume la directrice.

Après avoir quitté l'Ontario où elle a travaillé comme gestionnaire de la réinstallation pour la région de Toronto, elle pensait que son travail serait plus simple ici, considérant qu'il y aurait moins de personnes à servir.

Cependant, si la province a la plus faible densité de population de tout le pays, trouver les

bonnes ressources financières et une main-d'œuvre est parfois compliqué. «Après nous [Terre-Neuve-et-Labrador] c'est les territoires», ajoute-t-elle. Moins il y a de personnes dans une région, plus il est difficile d'obtenir des ressources pour répondre à leurs besoins, ce qui peut entraîner des processus plus lents dans les services.

Ces lacunes créent parfois des enjeux, mais font de la place aussi pour des moments touchants parce que les personnes qui se réinstallent ici ne sont pas qu'un chiffre dans un système. Elle dit que quand une famille afghane de 12 personnes avait prévu de s'installer ici, le ministre de l'Immigration était vraiment excité par exemple. «Je lui ai demandé pourquoi. Les familles terre-neuviennes sont grandes aussi! il m'a dit. Je trouve cela excellent», dit-elle.



Monica Abdelkader a voyagé le monde avant de s'installer sur le vieux Rocher, où aujourd'hui elle soutient les nouveaux arrivants dans les deux langues officielles. Photo: Courtoisie

SUITE EN PAGE 11

Un abécédaire au féminin

Travail collaboratif de gaboteuses et gaboteurs



Anastasia Tiller est lauréate dans la catégorie d'arts visuels des prix Arts et Lettres. La voici l'année dernière avec son œuvre *Levitating in the Reverie*. Photo: Cody Broderick (Archives Le Gaboteur)



Aujourd'hui décédée, Florence Leprieur, femme bien connue de l'Anse-à-Canards, constitue un exemple marquant de ces conteuses de la péninsule de Port-au-Port. Ses «récits de vie» plutôt irrévérencieux étaient ancrés dans son quotidien de mère à la tête d'une famille de onze enfants. Restera dans la mémoire collective son récit oral intitulé «La Farine», où elle raconte comment elle a bûché pour ramasser des sacs de farines échoués comme des baleines après avoir été jetés par-dessus bord d'une goélette. C'était lourd, c'était une «hard job», mais pas le choix: elle devait nourrir sa famille. Photo: Terence McGee (Archives Le Gaboteur)



Helena Squires et son mari Richard à Naples. Photo: Archives The Rooms

A Comme **Amelia Earhart**, la première femme à traverser l'océan Atlantique en solitaire. Atterrée dans un champ en Irlande du Nord, elle décolle de Harbour Grace le 20 mai 1932, où se trouve aujourd'hui une statue en son honneur.

B Comme **Beothuk**. Shawnadithit, capturée en 1823 et morte en 1829, est la principale source d'information pour le peu d'informations dont nous disposons sur la culture et la langue des Béothuks.

C Comme la **culture francophone** de la province à laquelle plusieurs femmes contribuent. Si Florence Leprieur, de l'Anse-à-Canards, était connue comme conteuse franco-terreneuvienne hors pair, Louise Moyes de la capitale, lui rend hommage sur scène dans sa pièce *Florence*. Janette Planchat est également metteuse en scène de St. John's, et a même fondé la troupe francophone T'éatro. Auteure saint-pierraise, Françoise Enguehard, raconte l'histoire du *French Shore* et du Caillou à travers sa plume alors que Colleen Power, Louise Gauthier et Anita Best font vibrer la province en français à travers ses chansons. En art visuel, on trouve Anastasia Tiller à Lethbridge, qui a gagné un prix Arts et Lettres l'année dernière, et Sophie Thibodeau, artiste qui crée des bijoux en verre dans l'ouest du Labrador.

Rappel: Il ne s'agit que d'une petite liste, pas du tout exhaustive, des femmes artistes dans la province!

D Comme le **droit de vote**. Les femmes ont obtenu le droit de vote à Terre-Neuve en 1925. Elles doivent toutefois être âgées de 25 ans et plus pour exercer ce nouveau droit.

E Comme l'**Écosse**, d'où les dépouilles de Demasduit, la tante de Shanawdithit, et de son conjoint, Nonosabasut, ont été rapatriées à Terre-Neuve en 2020. Le musée, Demasduit Regional Museum, à Grand Falls-Windsor, honore sa mémoire et l'histoire de son peuple.

F Comme le **front domestique**. Alors que les hommes combattaient pendant la Première Guerre mondiale, les terre-neuviennes et les labradoriennes ont soutenu les efforts de guerre depuis les criques et baies d'ici. Plus de 15 000 bénévoles de la Women's Patriotic Association, fondée par Lady Margaret Davidson, y ont participé en collectant des fonds, en fabriquant et en expédiant des vêtements, des fournitures médicales et d'autres matériaux aux troupes à l'étranger, en rendant visite aux familles des soldats et en faisant du bénévolat dans les hôpitaux locaux.

G Comme **Armina Nutting Gosling**, qui prétait pour une réforme des droits des femmes à Terre-Neuve et donc, par le fait même, elle se battait pour obtenir le droit de vote pour celles-ci. «*Deeds not words*» («des actions, pas des paroles!») est le slogan repris des suffragettes britanniques par Armine et ses consœurs, qui ont créé le Ladies' Reading Room en 1909 offrant non seulement la possibilité aux femmes d'assister à des conférences sur une panoplie de sujets politiques, mais aussi de discuter et de débattre ensemble des meilleurs journaux anglais et américains du jour.

H Comme **Lady Helena Squires**, qui en 1930 est devenue la première femme élue à la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve.

I Comme **Irene Murdoch**. Cette femme de l'Alberta, qui avait travaillé sur la ferme familiale pendant des années, s'est retrouvée sans aucun droit sur cette ferme et sans argent après son divorce. Cette affaire a relancé le mouvement féministe au Canada dans les années 1970 et a inspiré plusieurs militantes terre-neuviennes comme Kathleen Knowling. Cette artiste bilingue a rejoint la Canadian Federation of University Women en 1964, a présidé sa section de St. John's par la suite, et avec ce groupe, a présenté un mémoire à la Commission royale d'enquête sur le statut de la femme, présidée par Florence Bird.

J Comme **Jacinthe Tremblay**, l'ancienne directrice et rédactrice en chef du *Gaboteur*, partie en septembre 2023. Mentor, collègue et surtout amie de nombreux journalistes de langue française de la province d'aujourd'hui, cette machine à écrire pleine d'idées jusqu'à ses derniers jours s'est vraiment consacrée au journalisme et à la vérité dans sa province d'adoption.

K Comme **Kathy Dunderdale**, la première femme à devenir première ministre de la province, et ce, de 2010 jusqu'au 2014.

L Comme **Sarah Leo** qui, en juin 2012, est devenue la première femme élue au poste de présidente du Nunatsiavut.



Cette statue de Shawnadithit est située à Boyd's Cove, où se trouve le centre d'interprétation des Béothuks, sur le site d'un ancien village béothuk. Photo: Vicky TH (Flickr)

Jacinthe Tremblay fête sa retraite en 2019, mais cette journaliste par vocation est restée active et a contribué au *Gaboteur* jusqu'à ses derniers jours. Photo: Christopher Deacon (Archives Le Gaboteur)



Armine Gosling a contribué à fonder la Ladies' Reading Room de St. John's en 1909, club qui a contribué à politiser une génération entière de femmes de femmes. Photo: Image reproduite à partir du The Distaff, 1916.

LE DROIT DE VOTE À TERRE-NEUVE ET AU LABRADOR,

Terre-Neuve, jusque-là colonie dirigée par la Grande-Bretagne, devient un Dominion, au même titre que le Canada et l'Australie. Création du premier gouvernement responsable.

Les hommes âgés de 21 ans et plus, résidant sur l'île de Terre-Neuve depuis au moins une année complète, obtiennent le droit de vote. Mais ce droit est refusé aux femmes et à tous les résidents du Labrador.

1832

Lady Helena Squires devient la première femme élue à la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve.

1930

Le gouvernement responsable est suspendu et le gouvernement britannique reprend le contrôle de l'île par la Commission de gouvernement, dont il choisit les membres.

1934

À cette époque, les élections n'avaient pas lieu le même jour partout sur l'île. En 1832, par exemple, les électeurs de Conception Bay ont voté du 31 octobre au 3 novembre alors que ceux de St. John's sont allés aux urnes du 5 au 12 novembre. De plus, les électeurs faisaient connaître leur choix verbalement, en se présentant aux bureaux de vote.

Les résidents de l'île retournent aux urnes pour la première fois depuis 1930 pour élire les membres de la Convention nationale chargée de débattre de l'avenir constitutionnel de Terre-Neuve. Les femmes de 21 ans et plus ainsi que les résidents du Labrador, sauf ceux des Premières nations, ont le droit de voter à cette élection.

1946

Le 90^e anniversaire de l'obtention du droit de vote des femmes à Terre-Neuve a notamment été célébré par une réception tenue à Government House le 21 avril 2015. Plusieurs femmes, dont l'artiste Louise Moyes, ont alors incarné les suffragettes qui ont permis cette victoire au siècle dernier. Photo: Paul Daly (Archives *Le Gaboteur*)



Julia Salter Earle a été l'une des premières femmes de la province à se présenter aux élections municipales. À St. John's, son slogan était «Vote for Julia, she won't fool ya!» («Votez pour Julia, elle ne vous trompera pas»). Elle a perdu par seulement onze voix. Photo: Archives *Le Gaboteur*



Kathleen Knowling, artiste bilingue qui a rejoint la Canadian Federation of University Women en 1964, a présidé sa section de St. John's par la suite, et avec ce groupe, a présenté un mémoire à la Commission royale d'enquête sur le statut de la femme, présidée par Florence Bird. Photo: Jacinthe Tremblay (Archives *Le Gaboteur*)

Diana Stevenson Ayre fait partie des femmes qui ont pris le relais des suffragettes des années 1890 au sein de la Ladies' Reading Room, regroupement où elle a agi comme secrétaire. Photo: Courtoisie de Kathleen Knowling (Archives *Le Gaboteur*)



M Comme *mudder!* Les mères de Terre-Neuve, du Labrador, du Canada et d'ailleurs devraient être reconnues chaque jour pour l'excellence avec laquelle elles élèvent leurs enfants. En fin de compte, elles font de leur mieux! Que vous appreniez tout juste à lire ou que vous appreniez à lire sur un écran, faites-lui part de votre reconnaissance!

N Comme les *nouveaux nés* qui, depuis 2020, sont permis dans la Chambre d'Assemblée avec ses parents politiques. Ce changement législatif a été instauré à l'occasion de la grossesse de la ministre responsable des Affaires francophones, Sarah Stoodley.

O Comme *Ophelia Ravencroft*, la première personne trans à pourvoir un siège municipal dans la province. Élu au conseil municipal de St. John's en 2021, cette femme nonbinaire représente le quartier 2 de la capitale, soit le centre-ville et ses environs.

P Comme la *parité*. À Terre-Neuve-et-Labrador, les femmes représentent près de 27,5% de la Chambre d'assemblée. Au Canada, les femmes occupent 30,4% des sièges du Parlement.

Q Comme *Anastasia Qupee*, qui, en août 2014, est devenue la première femme élue au poste de Grande chef de la Innue Nation.

R Comme les *regroupements*. Depuis le 19^e siècle, les militantes pour les droits des femmes de Terre-Neuve-et-Labrador se réunissent au sein

de nombreuses organisations et associations. Dans les années 1890, la Women's Christian Temperance Union organise la première campagne pour le droit de vote des femmes, rendant ainsi la lutte étroitement liée à la prohibition de l'alcool. La Ladies' Reading Room, puis dans les années 1920, la Women's Franchise League et la League of Women Voters ont ensuite pris le relais. Depuis, des groupes tels que le St. John's Status of Women Council et le seul groupe francophone du genre dans la province, les Femmes Francophones de l'ouest du Labrador, ont également vu le jour.

S Comme les *salaires*. Selon Statistique Canada, les femmes gagneront 89 cents pour chaque dollar gagné par les hommes.

T Comme *Mary Travers*, dont sa taverne, à St. John's, a abrité les premières sessions législatives de la Chambre d'assemblée datant du 19^e siècle. Lorsque les politiciens n'ont pas payé leur loyer, elle a démontré qu'elle était une véritable rebelle en éjectant le groupe d'hommes de ses locaux. Ce faisant, elle a saisi également le fauteuil et le chapeau du président, la masse du sergent d'armes, ainsi que des bureaux, des livres et des documents.

U Comme *l'université*. En 1872, l'Université Mount Allison, en Nouvelle-Écosse, est devenue la première université canadienne à admettre des étudiantes, suivie par Queen's, Acadia et Dalhousie. À Terre-Neuve-et-Labrador, les femmes étudient à l'Université Memorial depuis son ouverture en 1925.

V Comme les *vingt-et-un ans* après la victoire des suffragettes terre-neuviennes qui ont été nécessaires pour que les femmes et hommes du Labrador obtiennent le droit de vote. Les femmes de 21 ans et plus ainsi que les résidents du Labrador, sauf ceux des Premières nations, ont le droit de voter depuis 1946. Les femmes et les hommes Inuits du Labrador obtiendront le droit de voter aux élections provinciales et fédérales en 1950 et les femmes et les hommes des Premières nations, en 1960.

W Comme *Dorothy Wyatt*, la première femme élue au conseil municipal de la capitale, et ce en 1969. Elle deviendra, en 1973, la première femme à occuper le poste de maire de St. John's. C'est à ce titre qu'elle a accueilli Terry Fox, en 1980, lorsqu'il a entrepris son marathon de l'espoir. Les premières femmes à se présenter à ces élections, en 1925, sont May Kennedy, Fannie Knowling et Julia Salter Earle.

X Comme le *X* que 90% des femmes de Terre-Neuve ont marqué sur leurs bulletins de vote en exerçant pour la première fois ce droit en 1928.

Y Comme *«yes b'ys»*, une expression qui se dit souvent dans la province. Selon le contexte de son utilisation, cette phrase qui se traduit littéralement à «oui garçon» peut signifier une million de choses différentes, même «non». Devenu non-genré avec le temps, cette vieille expression ne s'applique pas seulement aux garçons et hommes, mais aujourd'hui même aux *maids* (un équivalent féminin de *b'ys*)!

Z Comme *Zita Cobb*, philanthrope et femme d'affaires, qui utilise son temps et ses ressources pour lutter contre l'exode rural sur Fogo Island et Change Islands. Par l'intermédiaire de sa fondation Shorefast, elle a créé le Fogo Island Inn, un hôtel qui a déjà accueilli des clients tels que Gwyneth Paltrow et David Letterman.



Les femmes de Terre-Neuve ont obtenu le droit de voter et d'être élues à une charge publique en avril 1925 après des décennies de lobbying auprès des autorités gouvernementales et de campagnes pour promouvoir leur cause sur la scène publique. Photo: Archives de la bibliothèque Queen Elizabeth II, Memorial University of Newfoundland

AVANT L'ENTRÉE DANS LA CONFÉDÉRATION

Le gouvernement britannique décrète que les élections à Terre-Neuve doivent être tenues le même jour, partout sur l'île.

1842

Les électeurs de Terre-Neuve et du Labrador votent par une faible majorité de 52,3% en faveur de la Confédération canadienne.

1948

Le gouvernement britannique instaure le vote par scrutin secret.

1887

Terre-Neuve devient officiellement une province du Canada.

1949

Les femmes obtiennent le droit de vote à Terre-Neuve. Elles doivent toutefois être âgées de 25 ans et plus.

1925

Les femmes et les hommes Inuits du Labrador obtiennent le droit de voter aux élections provinciales et fédérales.

1950

Les femmes de Terre-Neuve votent pour la première fois. Environ 90% d'entre elles exercent ce droit.

1928

Les femmes et les hommes Innus du Labrador obtiennent le droit de voter aux élections provinciales et fédérales.

1960

SANTÉ

MARINE ERNOULT | IJL - RÉSEAU.PRESSE - ACADIE NOUVELLE - ATL

LE REGISTRE DES MÉDECINS NE SAUVERA PAS LE SYSTÈME DE SANTÉ

Lancé en mai, le registre des médecins permet désormais aux praticiens d'exercer n'importe où au Canada atlantique. S'il est encore trop tôt pour connaître les impacts réels de ce nouvel outil, les spécialistes interrogés doutent qu'il résolve la crise des systèmes de santé. Le registre attire cependant l'attention du reste du pays et d'autres provinces pourraient s'y joindre.

Près de 11% des Néo-Brunswickois et 14% des Néo-Écosais se trouvent sans médecin de famille. À l'Île-du-Prince-Édouard, c'est 21% de la population de la province qui est en attente et à Terre-Neuve-et-Labrador, près de 27%.

En moyenne, plus d'une personne sur six n'aurait pas de médecin de famille en Atlantique, selon les derniers chiffres disponibles et la dernière estimation de population de Statistique Canada.

Pour répondre à cette pénurie inédite, les gouvernements des

quatre provinces de l'Atlantique se mobilisent pour rétablir l'accès aux soins et lutter contre les déserts médicaux.

En mai dernier, ils ont lancé en grande pompe le registre des médecins et des chirurgiens de l'Atlantique. L'ambition affichée? Favoriser la mobilité des professionnels de santé en levant les barrières administratives et en simplifiant les procédures.

Les praticiens inscrits sur ce registre peuvent désormais pratiquer n'importe où en Atlantique. Ils n'ont plus à soumettre

de demandes de permis d'exercer auprès du collège des médecins de la province dans laquelle ils veulent déménager. Il leur suffit de payer une cotisation annuelle de 500 dollars.

«Faciliter la vie de certains médecins»

«Ce nouvel outil allège notre fardeau, il nous permet de gagner du temps et d'économiser de l'argent, confirme le docteur Douglas Grant, directeur général du Collège des médecins et des chirurgiens de la Nouvelle-Écosse. Les docteurs in-

téressés ont juste à répondre à trois ou quatre questions, ça leur prend une minute tout au plus.» En dix mois, seuls 273 professionnels se sont inscrits sur le registre, ce qui représente moins de 4% des médecins établis en région Atlantique. Presque la moitié d'entre eux exercent en Nouvelle-Écosse et 85 au Nouveau-Brunswick.

«Nous n'avions pas d'objectif précis en termes de nombre, défend Douglas Grant. Nous savions que pour la grande majorité des médecins le registre ne changerait pas leur pratique, car

ils ont déjà beaucoup de travail là où ils sont.»

Le responsable explique que le registre est avant tout destiné à un petit nombre de praticiens qui, en raison de leur «vie privée et de choix personnels», veulent se déplacer plus facilement. Des docteurs qui habitent par exemple à Halifax et désirent assurer une suppléance dans une autre région durant l'été afin de concilier vacances et travail.

«Ce n'est pas une solution significative à notre problème d'accès aux soins, confie Douglas Grant. C'est pour faciliter la vie de certains médecins en supprimant de la paperasse.»

Un «bon coup» politique

Les premiers ministres de l'Atlantique ont pourtant présenté le registre comme un moyen de soulager la pression sur les systèmes de santé à bout de souffle.

En février 2023, le premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador, Andrew Furey, déclarait: «Ça ne va pas résoudre entièrement le problème, mais ça nous donne des pansements pour panser certains maux, certains problèmes immédiats que nous avons.»

Stéphanie Collin, professeure à l'École des hautes études publiques de l'Université de Moncton, doute de l'efficacité d'une telle mesure et n'hésite pas à parler de «manœuvres» politiques. «Les gouvernements mettent de l'avant un bon coup. Ils veulent montrer qu'ils sont unis sur le front du recrutement», analyse la spécialiste en gestion des services de santé.

«Il y a beaucoup de pression des sociétés médicales depuis des décennies pour que les médecins aient plus de liberté pour s'installer où ils veulent», poursuit-elle.

Stéphanie Collin s'interroge par ailleurs sur la nature d'un outil en totale contradiction avec les politiques protectionnistes des provinces, qui «voudraient presque interdire à leurs voisins de recruter des médecins chez elles».

Des professionnels «plus facilement remplacés»

Un avis que partage le docteur Michel H. Landry, directeur et doyen associé du Centre de formation médicale du Nouveau-Brunswick (CFMNB): «Le problème, c'est que la pénurie est généralisée. Les provinces ne peuvent pas se permettre de laisser partir des médecins.»

SUITE EN PAGE 9



TOUJOURS INNOVER
TOUJOURS ÉVOLUER
TOUJOURS CHERCHER

À FAIRE MIEUX

FAC offre du financement et des connaissances aux gens engagés dans le présent et tournés vers l'avenir.

Des gens comme vous.

FAC.CA

RÊVER. BÂTIR. RÉUSSIR.

FRANCOPHONIE

EYA BEN NEJM | FRANCO PRESSE

L'ACCENT PARFAIT N'EXISTE PAS EN FRANCOPHONIE

La croyance qu'il existe un accent parfait peut nuire au développement de l'identité linguistique, souligne Annette Boudreau dans son dernier livre. Selon la sociolinguiste acadienne, les commentaires négatifs peuvent décourager une personne d'utiliser le français.



Annette Boudreau, professeure émérite de l'Université de Moncton, considère que la glottophobie provoque le sentiment d'insécurité linguistique. Photo: Eya Ben Nejm - Francopresse

professionnels. Annette Boudreau veut amener les francophones à réfléchir et comprendre à quel point les commentaires moqueurs sur la langue «peuvent blesser les gens [et] que la langue n'est pas séparée de l'individu.»

L'insécurité linguistique n'est pas un phénomène aléatoire, au contraire, «on se rend compte que c'est une réalité qui est très présente dans les minorités francophones au pays», informe Sébastien Savard, professeur titulaire en travail social à l'Université d'Ottawa, présent au lancement du livre.

Cette réalité a des conséquences sur l'épanouissement et l'identité d'un francophone, précise l'autrice.

Cacher son identité francophone

Craindre de parler sa langue ou de faire entendre son accent en public est causée par la présence d'une norme, explique Annette Boudreau.

Par exemple, il y a des années, la sociolinguiste travaillait sur une nouvelle recherche et elle est allée observer les interactions entre les travailleurs d'un centre d'appel et les clients qui souhaitent réserver une chambre dans un hôtel de luxe au Nouveau-Brunswick.

Face à la pression de la journée, une employée se trompe et tutoie l'individu, «puis la personne au bout du fil, elle dit passe-moi une vraie francophone.»

spécialistes dont la grande majorité se trouve à Halifax, en Nouvelle-Écosse.

«Ces médecins vont pouvoir se rendre plus facilement dans les trois autres provinces et les patients seront traités plus près de chez eux», croit l'universitaire.

«En leur permettant de travailler dans toute la région, on leur donne accès à un plus grand nombre de malades à soigner. C'est un argument pour les attirer et les retenir sur le long terme», poursuit-elle.

Le registre pourrait en outre avoir un impact sur la mobilité des médecins qui parlent français.

«C'est un avantage potentiel, des francophones du Nouveau-Brunswick pourraient faire de la suppléance dans de petites communautés francophones à l'Île-du-Prince-Édouard ou à Terre-Neuve», observe Michel H. Landry.

À l'image des autres experts interrogés, le responsable du CFMNB insiste néanmoins sur le manque de recul pour apprécier les conséquences réelles du registre.

Afin de combler le manque de données, Santé Canada finance actuellement une étude de dix-huit mois qui évalue l'incidence de ce nouveau dispositif sur l'accès aux soins.

Selon les résultats de la recherche, le ministère fédéral pourrait s'inspirer du modèle atlantique pour mettre sur pied un permis d'exercice élargi, voire pancanadien.

«Puis elle nous a dit: «ça m'a tellement blessée que j'ai décidé de changer mon identité». Elle a décidé de devenir anglophone. Elle disait: «Hi my name is [...] can I help you? I am learning French, if you want, you can help me», raconte l'autrice.

À partir de ce moment, les clients complimentaient son français, ce qui lui a permis de se protéger et d'éviter les commentaires négatifs, rapporte madame Boudreau.

Cependant, de façon générale, les personnes qui ressentent de l'insécurité linguistique se contentent d'user de la carte du silence pour éviter de prendre la parole et de faire entendre leur voix dans l'espace public, informe Annette Boudreau.

Se dévaloriser

Dans son livre, elle aborde aussi le sentiment de honte et d'embarras qui se manifestent lorsqu'une personne ressent de l'insécurité.

Dans une recherche menée au début des années 1990, Annette Boudreau et sa collègue Lise Dubois, aujourd'hui professeure à la retraite du département de traduction et de langues à l'Université de Moncton, ont voulu découvrir s'il y avait des différences entre les adolescents francophones qui vivent dans un milieu où leur langue est majoritaire et d'autres où le français est minoritaire.

Les jeunes qui baignaient dans un milieu très francophone «avaient vraiment une meilleure opinion de leur langue» tandis que le second groupe avait l'impression de mal parler français, comparativement aux autres francophones.

Pourtant, ils parlent bien français, il y a uniquement des accents qui diffèrent d'un lieu à un autre, nuance Annette Boudreau.

D'ailleurs, d'autres chercheurs ont décidé de reproduire cette recherche pour observer s'il y a eu une évolution des perceptions des jeunes en contexte minoritaire au sujet de leur français, remarque la sociolinguiste.

Critiquer les francophones, d'où ça vient?

L'insécurité linguistique est une conséquence de la glottophobie, soit la discrimination linguistique. Se moquer ou mépriser une personne pour sa langue ou son accent entraîne un sentiment d'humiliation et de gêne.

Par exemple, lorsque l'autrice acadienne était étudiante en France, elle a demandé à un autre étudiant: «Est-ce que vous avez du change?». Il lui a répondu: «J'ai pas de change, j'ai de la monnaie.»

Face à cette réponse, «je m'étais sentie humiliée, il avait une attitude hyper condescendante», confie-t-elle.

Un autre exemple: dans le milieu de la santé, lorsque des francophones souhaitent recevoir des services dans leur langue, ils ressentent une «certaine irritation de la part des professionnels du milieu», explique Sébastien Savard. Ils ont l'impression que demander un service dans sa langue dérange.



Selon Sébastien Savard, expert en travail social à l'Université d'Ottawa, l'irritabilité de certains professionnels en santé à parler en français peut favoriser le sentiment de l'insécurité linguistique. Photo: Courtoisie.

Ce qui peut mener à ne pas vouloir demander des services en français pour éviter de faire face à un professionnel de santé moins joyeux, ajoute-t-il.

L'impact des journaux

Pour comprendre les racines de l'insécurité linguistique chez les populations francophones en situation minoritaire, Annette Boudreau a produit une recherche sur la glottophobie dans les médias entre 1867 et 1970. Elle a sélectionné les archives et les éditoriaux du *Moniteur acadien* et *L'Évangéline*.

«Les discours étaient très négatifs, surtout dans les années 1940 et 1950, parce que l'on comparait beaucoup le français parlé au Canada au français parlé en France», indique madame Boudreau.

Ces idées lues dans les journaux par les grands-parents et les arrière-grands-parents ont été transmises aux parents qui eux les ont transmises à leur tour à leurs enfants de manière inconsciente, favorisant le sentiment d'insécurité linguistique.

Besoin de modèles

Il faut attendre la fin des années 1970 pour commencer à voir des francophones assumer fièrement leur accent.

«Il y a des artistes qui sont arrivées sur scène comme Michel Tremblay avec *Les Belles-sœurs*, Robert Charlebois, le groupe 1755 en Acadie, tout le monde chantait dans leur vernaculaire», dit Annette Boudreau.

En écoutant ces nouveaux artistes, des francophones ont réalisé qu'ils pouvaient s'exprimer avec leur accent, informe l'autrice.

Au fil du temps, les personnes ont assumé davantage leur accent, mais selon elle, il faut continuer à encourager les francophones à ne pas avoir honte de leur accent, de ne pas essayer de le camoufler.

SUITE DE LA PAGE 8

«Les médecins ont tendance à aller s'installer aux mêmes endroits, le registre risque d'empirer le problème», ajoute-t-il.

Maria Mathews, professeure de médecine familiale à l'Université Western en Ontario, se montre, elle, plus optimiste. À ses yeux, le registre permettrait à des médecins de famille souvent surmenés d'être «mieux soutenus et plus facilement remplacés s'ils veulent prendre des vacances ou suivre des formations».

La chercheuse met néanmoins en garde contre une éventuelle dérive de «roulement constant du personnel», en particulier dans les communautés rurales.

«Le registre ne doit pas être utilisé comme un palliatif dans les déserts médicaux. Les soins primaires ont besoin de continuité, plaide-t-elle. Lorsque nous consultons notre médecin de famille, nous voulons qu'il connaisse nos antécédents médicaux et personnels.»

C'est pourquoi Stéphanie Collin appelle à la mise en place de garde-fous supplémentaires pour s'assurer que les praticiens «restent dans les communautés et entretiennent des relations suivies sur le long terme avec leurs patients».

Étude financée par Santé Canada

Maria Mathews estime également que le registre pourrait améliorer l'accès aux



AGENDA COMMUNAUTAIRE

LIZ FAGAN

PROVINCIAL

Tout le mois de mars

Le Mois de la Francophonie au CRCCF. Le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa propose un mois rempli de discussions table-ronde et de conférences en ligne qui visent la francophonie, dont une conférence sur la francophonie terre-neuvienne animée par André Magord le 14 mars. Pour découvrir les détails de cet événement et les autres activités que le centre organise dans le cadre du mois de la francophonie, suivez ses réseaux sociaux.

Tous les mercredis

Le Yoga sur chaise. Cette activité aura lieu en ligne, les mercredis de 15h30 à 16h30 à l'heure de Terre-Neuve. Destiné aux personnes âgées de 50 ans et plus, veuillez contacter le Réseau des aînés francophones par téléphone au (709) 800-6200 ou par courriel au aines@fftnl.ca pour vous inscrire.

Le 12 et le 26 mars

Atelier de méditation. De 11h à midi heure de Terre-Neuve, détendez-vous en ligne avec le Réseau des aînés francophones. Contactez le Réseau pour vous inscrire.

AVALON

Tous les mercredis

Stepper-Ton! Bougez votre corps en faisant du *Stepper-Ton* avec Effie de Mennie Fit à 17h au Centre des Grands-Vents. Les participants doivent avoir 14 ans et plus pour pouvoir y participer. Le tarif est de 20\$ pour les 14 à 16 ans, 40\$ pour les non-membres, 35\$ pour les aînés et 30\$ pour les membres. Pour vous inscrire, contactez l'Association communautaire francophone de Saint-Jean par téléphone au (709) 726-4900, par courriel au info@acfsj.ca ou rendez-vous sur son site Web.

Tous les mercredis

Mercredi Bibli! Si vous êtes à la recherche des livres en français, vous élargirez certainement votre collection avec l'experte de livres en langue française, Coline Tisserand. De 15h30 à 17h, venez trouver des livres en français à la bibliothèque AC Hunter.

Le 19 mars

Cercle de conversation en français. Vous voulez pratiquer votre français oral entre adultes dans une atmosphère détendue et décontractée? Rendez-vous au Cercle de conversation en français de la bibliothèque AC Hunter de 18h30 à 19h30 au 3^e étage! Chaque mois, la discussion se fera en français autour d'un thème différent et celle du 19 mars sera l'art.

Le 21 mars

Judi rempli de Francophonie! Fêtez le mois de la Francophonie à la bibliothèque pour enfants AC Hunter. À 10h c'est l'heure du conte en français pour les familles. À la bibliothèque Ross King Memorial à Mount Pearl, l'heure du conte bilingue pour les enfants de 3 à 5 ans aura lieu à 11h30 et une soirée art préados en français commence à 16h30. Contactez la bibliothèque la plus proche de chez vous pour en savoir plus.

Le 26 mars

Heure du conte bilingue. Rendez-vous à la bibliothèque Michael Donovan à 10h30 pour cette activité destinée aux jeunes de 0 à 5 ans. Pour vous inscrire, téléphonez au (709) 737-2621 ou rendez-vous en personne à la bibliothèque.

Du 4 au 29 mars

Chasse aux mots francophones! Fêtez le Mois de la Francophonie dans votre bibliothèque avec une chasse aux mots en français. Saurez-vous trouver les 10 mots français disséminés dans toute la bibliothèque? Rendez-vous à la bibliothèque AC Hunter ou à la bibliothèque Michael Donovan pour obtenir votre formulaire de chasse aux mots. Participez pour tenter de gagner un prix qui sera tiré au sort le samedi 30 mars. Pour tous les âges.

CÔTE OUEST

Le 12 mars

Heure du conte bilingue pour les bébés. À partir de 14h, amusez-vous avec des chansons, comptines et histoires en français et en anglais à la bibliothèque publique de Corner Brook. Inscrivez-vous en envoyant un courriel au cornerbrook@nlpl.ca ou en téléphonant au (709) 634-0013.

Le 12 mars

Soirée art pré-ados en français. Rendez-vous à la bibliothèque publique de Corner Brook à 18h pour créer un projet artistique guidé en français. Cette activité est destinée aux enfants de 9 à 13 ans. Inscrivez-vous en contactant la bibliothèque.

Le 13 mars

Session d'information pour les parents d'enfants en immersion. De 15h30 à 17h, la spécialiste de la langue française des bibliothèques publiques, Coline Tisserand, est là pour discuter des moyens de soutenir vos enfants en immersion française à la maison.

Le 13 mars

Des notes et des mots avec Louise Gauthier! À la bibliothèque publique de Corner Brook, en partenariat avec ArtsNL et Réseau Culturel, l'autrice-compositrice et interprète bilingue Louise Gauthier explorera le thème des liens familiaux à travers ses chansons, auxquelles certaines ressources de la bibliothèque font écho. Rendez-vous à 18h30!

Le 14 mars

Conte en français en famille. À 11h, venez fêter le mois de la Francophonie à la bibliothèque Kindale à Stephenville à travers des histoires! Pour les plus petits de 0 à 5 ans, aucune inscription n'est requise.

Le 14 mars

Soirée art pré-ados en français. À 17h, les jeunes de 9 à 13 ans sont invités à la bibliothèque Kindale à Stephenville pour créer un projet artistique guidé en français. L'inscription est obligatoire et peut se faire en contactant la bibliothèque au (709) 643-4262 ou au stephenville@nlpl.ca.

Tous les samedis

Samedis tartine et chocolat. La fin de semaine commence bien avec des activités en français au Coin Franco à Corner Brook! De 9h à 12h jusqu'à la fin juin, chaque enfant est le bienvenu pour participer aux jeux, sports, et aux travaux manuels. Le coût est de 30\$ par enfant, par session. Pour plus d'informations et pour vous inscrire, contactez Le Coin Franco au info@lecoinfofranco.ca ou bien au (709) 800-4014.

Tous les lundis et jeudis

Le Café Franco. Vous avez soif de parler français autour d'un café? Joignez-vous aux membres et amis du Coin Franco à Corner Brook de 13h à 16h30, où une boisson vous sera offerte. Contactez Le Coin Franco pour en savoir plus.

LABRADOR

Du 15 au 17 mars

Jeux Franco-Labradoriens 2024. Les Jeux débiteront avec un souper au Anik Lodge à 17h30, suivi du glissage, d'un tournoi de fléchettes et d'un jeu de cartes. Le lendemain, rendez-vous au Lac Tanya pour du mini-golf et des courses de patins. Le dernier jour, l'AFL organise une randonnée en motoneige à partir de la Station Shell, puis de la pêche sur glace au Lac Jean. Après un dîner communautaire du dernier jour, il y aura des compétitions et activités sportives au Gymnase de Manihék et à la piscine publique, suivi d'un souper de clôture avec un concert de Port-aux-Poutines! Plus de renseignements et les formulaires d'inscription sont disponibles sur le site Web www.aftnl.ca

Le 20 mars et le 24 avril

Activité parc intérieur. De 17h à 19h au Kids Club à Labrador City, venez jouer au parc intérieur! Chaque personne aura une pizza de 6 pouces. Veuillez noter également que les enfants doivent être accompagnés d'un adulte. Les places sont limitées à 42 personnes - veuillez donc vous inscrire avec votre enfant sur le site Web de l'AFL ou en contactant directement l'AFL.

HOROSCOPE



ALEXANDRE AUBRY

 alexandre.aubry.astrologue
alexandre@norja.net
514 667-4803

SEMAINE DU 10 AU 16 MARS 2024

SIGNES CHANCEUX DE LA SEMAINE : TAUREAU, GÉMEAUX ET CANCER



BÉLIER

(21 MARS - 20 AVRIL)

Vous aurez l'impression que la vie file à toute vitesse! Votre amour pour les plaisirs vous portera à explorer les magasins et les restaurants haut de gamme, vous offrant ainsi une touche de luxe. Profitez-en pour revitaliser votre garde-robe et adopter un nouveau style.



TAUREAU

(21 AVRIL - 20 MAI)

Vous surmonterez vos peurs et vos appréhensions pour vous lancer dans vos passions. Votre créativité remarquable vous propulsera dans la bonne direction, vous permettant de créer un chef-d'œuvre et d'en recevoir une forme de ré-merciement.



GÉMEAUX

(21 MAI - 21 JUIN)

On vous sollicitera de toutes parts! Parmi vos proches ou au travail, votre popularité atteindra de nouveaux sommets. Vous élargirez votre clientèle, devenant la personne à choisir pour brasser n'importe quelles affaires en raison de votre efficacité.



CANCER

(22 JUIN - 23 JUILLET)

Après des négociations prolongées, vous obtiendrez le feu vert pour acheter une propriété ou financer un projet. Faites le tri parmi certaines amitiés indésirables. Toute forme de changement vous sera bénéfique.



LION

(24 JUILLET - 23 AOÛT)

Vous ressentirez un besoin profond de vous ressourcer et de prendre du recul quant à vos préoccupations. Prenez le temps de renouer avec l'enfant en vous et de contempler la beauté de la vie pour pouvoir connecter avec vos passions.



VIERGE

(24 AOÛT - 23 SEPTEMBRE)

En ajustant vos objectifs, vous développerez votre plein potentiel. Peu importe la direction choisie, vous vous y investirez cœur et âme pour atteindre vos buts. Votre côté romantique ressortira lors d'une escapade en couple.



BALANCE

(24 SEPTEMBRE - 23 OCTOBRE)

Jeune couple, l'idée du mariage pour officialiser votre relation et avoir l'esprit en paix avec certaines préoccupations pourrait vous traverser l'esprit. Au travail, veillez à ne pas laisser vos émotions influencer vos négociations afin d'éviter toute confusion.



SCORPION

(24 OCTOBRE - 22 NOVEMBRE)

Vous aurez l'occasion de suivre une formation qui ouvrira de nouvelles perspectives et apportera assez vite une meilleure qualité de vie. Votre couple exige de briser la routine; une promenade main dans la main peut vous combler.



SAGITTAIRE

(23 NOVEMBRE - 21 DÉCEMBRE)

Vous accomplirez un acte héroïque en sauvant quelqu'un d'une situation délicate, en prêtant une oreille attentive, par exemple. Professionnellement, vous pourriez vous retrouver à la tête d'une équipe sans l'avoir cherché, devenant ainsi le pilier de toute l'affaire.



CAPRICORNE

(22 DÉCEMBRE - 20 JANVIER)

Vous aurez des nouvelles sur une naissance dans la famille. Vous découvrirez une opportunité immobilière répondant à vos besoins et à votre budget. Au travail, n'hésitez pas à embrasser le succès; sinon, apprenez à changer cet état d'esprit.



VERSEAU

(21 JANVIER - 18 FÉVRIER)

Le désir de changer de véhicule vous animera. Vous pourriez jouer le rôle d'interprète pour déchiffrer un message inhabituel, en débattant avec des personnes qui ne maîtrisent pas bien le français. Vous ferez preuve d'une grande curiosité.



POISSONS

(19 FÉVRIER - 20 MARS)

Les solutions à vos problèmes financiers et sentimentaux se dévoileront, à votre plus grande surprise. Une promotion avec une conséquente augmentation de salaire se profilera, apportant une grande joie.

SUITE DE LA PAGE 5

«La réinstallation est un travail d'équipe!»

À quoi ressemble une journée de travail pour Monica Abdelkader? Elle gère une équipe de presque 70 personnes, chacune ayant sa propre force, soit en réinstallation, soit en établissement, en santé mentale ou en santé, en travail social et plus encore.

«Lorsque j'ai commencé ici, j'étais responsable de la gestion de cinq secteurs

clés de services d'établissement pour l'organisation, à savoir la réinstallation, l'établissement, le travail social, les programmes pour l'enfance et la jeunesse, les services de connexions communautaires financés par les gouvernements fédéral et provincial ainsi que par de multiples fondations et institutions.»

L'organisme Association for New Canadians aborde des sujets délicats rarement discutés, tels que les droits des travailleurs et locataires, l'injustice sur le lieu de travail, la santé mentale, sexuelle et reproductive, parmi d'autres. Pour le moment, les projets spéciaux de l'équipe

portent notamment sur la traite des êtres humains, la violence fondée sur le genre, les droits sexuels et génésiques, la santé mentale et l'intégration.

«Plus on parle de ces sujets, plus on trouve de cas! Des sujets délicats méritent des solutions délicates», dit la directrice. «Pour voir le changement, il faut avoir le courage de le définir.»

Une partie de leur travail consiste à déconstruire tout un ensemble d'idées fausses et de préjugés concernant les immigrants et les réfugiés. «Les gens ne savent pas que pour obtenir le statut de

réfugié, il faut être en situation de détresse. Les personnes que nous voyons ici ne font que partie des moins de 1% sélectionnés par l'ONU, sur les critères et des catégories de vulnérabilité.»

Comme il s'agit d'un travail très éprouvant sur le plan émotionnel, tout le monde n'en est pas conscient. Si le travail est exigeant et difficile en raison de sa complexité, il est tout aussi gratifiant.

«Mes collaborateurs, mon équipe et mes collègues sont de véritables cadeaux pour l'humanité», dit-elle, la voix pleine d'émotion.

SKI ALPIN ET SURF DES NEIGES

ÉRIC CYR | LE TRAIT D'UNION DU NORD

UN DON FORT UTILE D'ARCELORMITTAL

Le club de ski alpin et de planche à neige Smokey Mountain de Labrador City a reçu, le 30 janvier 2024, trois porte-skis (*racks*) qui lui ont été offerts par la minière ArcelorMittal à la suggestion de l'un de ses employés, un opérateur d'équipements miniers à la mine de fer de Mont-Wright, Louis-David Lévesque, qui, constatant que du matériel de skieurs et de planchistes traînait çà et là pêle-mêle aux alentours du chalet d'accueil de la station, a voulu contribuer pour remédier à la situation.

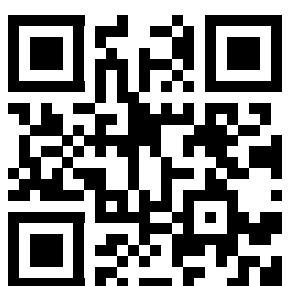
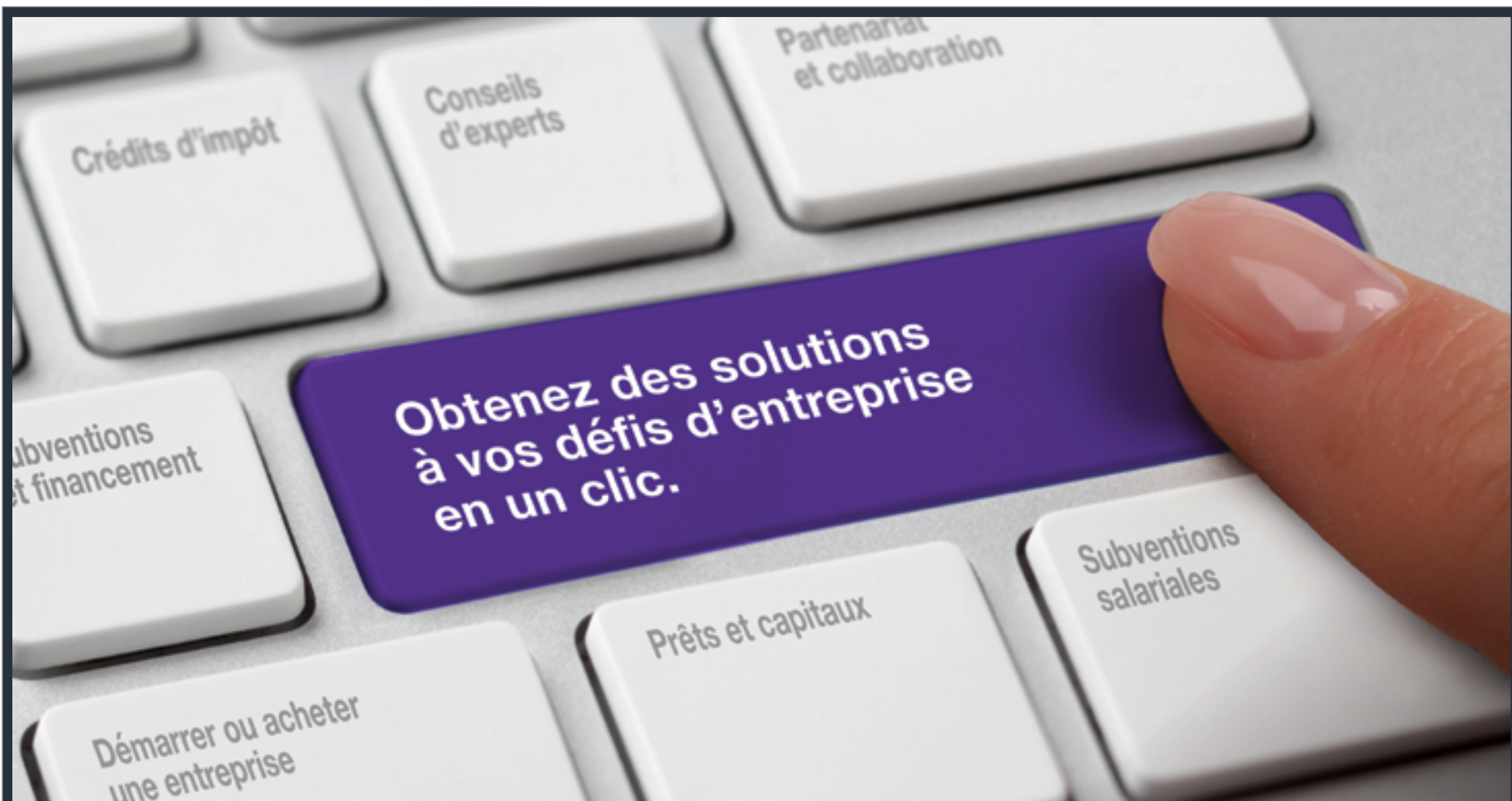
Ce dernier a donc soumis une suggestion de fabrication d'un support à skis à son employeur et son idée a été retenue. En collaboration avec le Service des communications de la société minière, la chef de section en forage et dynamitage, Stéphanie Schanck, a par la suite coordonné la production et l'installation des ouvrages en aluminium pour le plus grand bonheur des adeptes de sports de glisse de la station.

«Nous avons à cœur de soutenir des initiatives qui permettent à la population de profiter pleinement des activités de la région. Dans sa volonté d'être une entreprise citoyenne engagée, ArcelorMittal est fière de pouvoir contribuer au développement de projets qui ont des retombées directes dans ses communautés», a souligné la directrice des communications chez ArcelorMittal, Annie Paré.

L'instigateur de la démarche est heureux que son idée ait été considérée et qu'elle se soit concrétisée en permettant de faciliter la vie des skieurs et des surfeurs des neiges. «Je remercie ArcelorMittal de ce geste qui témoigne de son apport à la vie communautaire, sociale et sportive de la région. Je tiens aussi à souligner le travail du chef patrouilleur de ski alpin, Dominic Barriault, qui a fait l'interprète durant les démarches», confie monsieur Lévesque.



Don de la minière ArcelorMittal au club de ski alpin et de planche à neige Smokey Mountain de Labrador City. De gauche à droite sur la photo des représentants d'ArcelorMittal et du club Smokey Mountain lors de la livraison des accotoirs à skis qui ont été installés en face du pavillon central: monsieur Barriault, le patrouilleur de ski avec le plus d'années de service sur les pistes Jim Dobbins, monsieur Lévesque et sa conjointe Vanessa Guesdon et le président de la Chambre de commerce de l'Ouest du Labrador, du bureau touristique Gateway Labrador et du club, Toby Leon. Photo: Suzie Dupuis



➤ Accédez facilement à de nombreux programmes pour le financement* et les ressources dont vous avez besoin à Canada.ca/soutien-entreprises

*Sous réserve d'admissibilité

Canada 

Le Régime canadien de soins dentaires est arrivé

La santé buccodentaire est essentielle à une bonne santé générale. Le Régime canadien de soins dentaires aidera des millions de Canadiens à accéder aux soins dentaires dont ils ont besoin.

Les inscriptions débutent en phases,
en commençant par les personnes âgées.
Le régime offrira une couverture à ceux qui :

- n'ont pas d'**assurance dentaire**
- ont un **revenu familial inférieur à 90 000 \$**

Découvrez si vous
êtes admissible et
quand s'inscrire au
Canada.ca/Dentaire

**Régime
canadien de
soins dentaires**

Accessible. Abordable. Essentiel.



Canada 